



Revue de Civilisation Contemporaine de l'Université de Bretagne Occidentale
EUROPES / AMÉRIQUES
<http://www.univ-brest.fr/amnis/>

*L'engagement des femmes catholiques dans des associations
familiales en France et au Portugal*

Sophie Rétif

Université de Rennes 1
Centre de recherches sur l'action politique en Europe (CRAPE/CNRS)
France
retifsophie@yahoo.fr

Longtemps privées du droit de suffrage et d'éligibilité, peu présentes dans les partis politiques, les femmes ont en revanche investi précocement et massivement les associations, qui ont ainsi constitué pour elles des lieux privilégiés d'exercice de la citoyenneté. Cet engagement dans des ligues ou des sociétés n'a pas été uniquement le fait des féministes ou des militantes progressistes. L'un des engagements féminins les plus importants, à partir du début du XXe siècle, a été celui des femmes catholiques dans des mouvements conservateurs, en particulier des mouvements nationalistes ou de défense de la famille¹. La hiérarchie catholique encourageait alors fortement l'investissement des chrétiens dans l'espace public, afin d'y défendre l'Eglise et de participer à la restauration de son autorité². Les femmes, en particulier, ont été appelées à jouer un rôle important dans ce travail apostolique³. Engagées au nom de leur identité de chrétiennes, mais également de leur expérience de mères, ces femmes ne revendiquaient pas pour elles-mêmes le droit de suffrage, ni l'accès à une citoyenneté pleine et entière. Pourtant, comme l'ont montré plusieurs travaux, ces engagements conservateurs ont eu des « effets paradoxaux », en ce qu'ils ont constitué des moments d'apprentissage politique pour les femmes.

Aujourd'hui encore, si les femmes ont accédé depuis plusieurs décennies à la citoyenneté active, elles sont toujours plus présentes dans les associations que dans les partis et les

¹ Della Sudda, Magali, « Une activité politique féminine conservatrice avant le droit de suffrage en France et en Italie. Socio-histoire de la politisation des femmes catholiques au sein de la Ligue Patriotique des Françaises et de l'Unione fra le Donne Catoliche d'Italia », thèse de sciences sociales, 2007.

² Pour une analyse de cette stratégie sur le terrain électoral, voir Déloye, Yves, *Les voix de Dieu. Pour une autre histoire du suffrage électoral : le clergé catholique français et le vote*, Paris, Fayard, 2006.

³ Sur la féminisation du catholicisme à partir de la seconde moitié du XIXe siècle, voir Langlois, Claude, « La féminisation du catholicisme » in *Histoire de la France religieuse*, T. 3, Paris, Le Seuil, 2001 et Muel-Dreyfus, Francine, *Vichy et l'éternel féminin*, Paris, Le Seuil, 1996.

syndicats⁴. Cet article se propose de réfléchir aux effets de l'engagement associatif à travers une analyse du militantisme féminin dans des associations familiales catholiques. Comment s'engagent les femmes dans des mouvements qui posent comme principes l'altérité et la complémentarité des sexes. Quelle place y trouvent-elles ? Y sont-elles cantonnées à des rôles, à des tâches spécifiques ? On proposera de premiers éléments de réponse à ces questions à partir des résultats d'une enquête qualitative, conduite à partir d'entretiens et d'observations dans deux associations, en France et au Portugal.

Défense et promotion de la famille, réaffirmation de la différence de nature entre les sexes

L'association française étudiée ici, qui a fêté récemment son centenaire, appartient à la cohorte d'associations familiales catholiques créées au début du XXe siècle en réaction aux lois laïques. Elle rassemble 28 000 familles adhérentes et est structurée sous la forme d'une fédération⁵. Représentée à l'UNAF et au sein des UDAF, elle est reconnue d'utilité publique ainsi qu'association de consommateurs. Au Portugal, l'environnement institutionnel de la représentation des familles est moins favorable aux associations, qui sont beaucoup moins nombreuses qu'en France : il n'existe pas d'instances équivalentes à l'UNAF ou aux UDAF, ni de reconnaissance d'utilité publique. Le mouvement que nous avons étudié est né à la fin des années 1990 et revendique 8 000 familles adhérentes. L'essentiel de ses membres actifs réside à Lisbonne mais il existe des relais locaux dans les grandes villes du pays. Si elles diffèrent donc par leur histoire, les deux associations partagent les mêmes objectifs, la même identité catholique et des modes d'action très proches. Elles s'inscrivent dans une mouvance catholique intransigeante⁶, revendiquant une obéissance fidèle aux prescriptions de l'Eglise sur les questions touchant à la famille, à la procréation, au respect de la vie. Leur action se déploie à différents niveaux. Il s'agit tout d'abord de peser sur la politique familiale au plan national tout autant que local, en travaillant auprès des pouvoirs publics. Ce travail, souvent mal connu des adhérents, est émaillé de moments-clés qui donnent une visibilité particulière aux associations. Ce fut le cas, notamment, de mobilisations contre des lois emblématiques, en France le PACS ou la mise sous condition de ressources des allocations familiales, au Portugal la légalisation de l'avortement ou la réforme de la loi sur le divorce. Au plan local, les associations visent l'amélioration des conditions de vie des familles, encourageant les municipalités à mettre en place des mesures favorables aux familles nombreuses⁷. Les associations fournissent par ailleurs des services aux familles, qu'il s'agisse de bourses aux vêtements, de vidéothèques ou de groupes de discussion sur l'éducation des enfants. Ces services, réservés aux membres cotisants, motivent de nombreuses adhésions. Enfin, les deux associations organisent des événements festifs et conviviaux tels que des spectacles musicaux ou des journées de rassemblement, mettant ainsi en scène le bonheur de la vie familiale. Il s'agit alors de faire la promotion de la famille catholique traditionnelle, en désamorçant

⁴ Guionnet, Christine, Neveu, Erik, *Féminins / masculins. Sociologie du genre*, Paris, A. Colin, 2004, p. 195.

⁵ Elle est structurée à trois niveaux différents : il existe des associations locales, des fédérations organisées au niveau départemental et une confédération au niveau national.

⁶ On peut distinguer deux grands courants, au sein du catholicisme, sur la question de l'obéissance à la doctrine. Les intransigeants « obéissent, ou cherchent à obéir, scrupuleusement à tout l'enseignement et toutes les prescriptions de l'Eglise seule détentrice de la vérité » ; les libéraux « partisans de la conciliation avec les idées modernes, veulent accorder leur foi avec une morale privée laissant la place au libre-arbitre » (Frölich, Laurent, *Les catholiques intransigeants en France*, Paris, L'Harmattan, 2002).

⁷ L'association portugaise, particulièrement active au niveau local, a créé un label « Municipalité amie de la famille » qu'elle attribue aux communes remplissant un cahier des charges établi par elle.

d'éventuels clichés qui l'associeraient au rigorisme ou à la frustration affective et émotionnelle.

L'enquête a porté uniquement sur les adhérents participant régulièrement à l'activité des associations. Ces membres actifs partagent de nombreuses propriétés, en particulier socio-professionnelles : on trouve parmi eux très peu d'ouvriers et d'employés, mais beaucoup de cadres et de professions intellectuelles, ainsi qu'une proportion significative d'officiers. Une part importante des femmes n'a jamais exercé d'activité professionnelle et, parmi celles ayant occupé un emploi, beaucoup ont cessé de travailler après leur mariage⁸. Outre ces caractéristiques socio-professionnelles, les membres actifs ont en commun un très fort poly-engagement qui se déploie sur un même faisceau d'organisations, en France et au Portugal. Les militants sont souvent engagés à la fois dans leur paroisse (activités de catéchèse, conseil paroissial), dans d'autres mouvements associatifs (par exemple, des associations de défense de la vie), spirituels et, parfois, dans des partis politiques. Ils sont par ailleurs souvent issus de familles dans lesquelles existait une forte tradition d'engagement, à la fois politique et religieux. Dans une part significative des familles, on trouve des ascendants – masculins – ayant été des notables en politique : députés, maires ou cadres de partis de droite.

La différence de nature entre les sexes est un élément central du discours politique de ces associations et est, en tant que telle, constamment réaffirmée. Elle est au fondement même du modèle de société défendu, une société dont la cellule de base est la famille, antérieure à l'Etat et construite à partir de l'union d'un homme et d'une femme. Depuis la mise sur agenda du mariage homosexuel, en France et au Portugal, la réaffirmation de cette différence est devenue un enjeu crucial. Le féminisme constitue bien évidemment un repoussoir et les associations travaillent, en collaboration avec d'autres mouvements, à la production d'une « contre-expertise » destinée à s'opposer aux *gender studies*. Pourtant, malgré la réaffirmation permanente de la différence entre les sexes, le discours des associations est relativement peu explicite sur la question des rôles sexués. Alors que les mouvements familiaux catholiques du XIXe ou du début du XXe siècle exposaient très clairement ce qui différenciait les femmes des hommes⁹ – leur patience, leur dévouement et leur goût du concret, mais aussi leur frivolité et leur partialité de jugement –, le discours sur les qualités proprement féminines est quasiment inexistant dans les associations que nous avons étudiées. S'il semble toujours entendu que les femmes, du fait de leur expérience quotidienne, ont un rapport spécifique au « concret », il n'est plus question de qualités psychologiques. Ainsi, si les sexes sont différents, on sait de moins en moins clairement en quoi. Le flou du discours n'empêche cependant pas, en pratique, la mise en place d'une division sexuelle du travail très structurée, au sein des couples comme des associations.

Une division sexuelle du travail militant très défavorable aux femmes

Penser l'engagement dans ces associations comme un processus individuel ne permet qu'imparfaitement de rendre compte de la réalité de celui-ci puisque, dans les mouvements de familles, l'adhésion se fait en couple. Il est cependant assez rare que les deux époux s'engagent avec la même intensité. Il s'opère le plus souvent entre eux une répartition du travail militant, tenant compte des contraintes professionnelles de chacun, du temps à consacrer aux enfants ainsi que des autres engagements pris par le couple. La division du travail est une règle qui s'applique d'ailleurs à ces autres engagements, à l'exception des

⁸ Nous ne disposons cependant pas de données précises concernant l'activité féminine. Les militants rencontrés relèvent souvent, sans que la question leur soit posée, que les « mamans qui travaillent » sont de plus en plus nombreuses et qu'il n'y aurait plus aujourd'hui que la moitié environ des femmes membres des associations qui seraient au foyer.

⁹ Sur ce point, voir Muel-Dreyfus, Francine, *op. cit.*

engagements dans des mouvements spirituels qui sont le plus souvent menés ensemble et avec la même intensité¹⁰. Lorsque c'est l'époux qui est activement engagé dans l'association, il est fréquent que l'épouse le seconde pour certaines tâches d'exécution : mise sous pli du courrier, organisation d'une réunion, etc. Cela concerne en particulier les femmes qui n'ont pas d'activité professionnelle et qui sont ainsi amenées, dans les moments de la journée où les enfants sont à l'école, à faire avancer le travail de leur mari. Le président d'une association locale décrit ainsi la participation de sa femme à l'activité du mouvement :

Du point de vue répartition des tâches, son engagement consiste à faire tourner la maison et à s'occuper des enfants pendant que moi je suis occupé par les activités de l'association. Enfin ça, c'est la théorie et la pratique qui a bien marché au début mais, petit à petit, je lui ai demandé son avis par exemple sur la rédaction d'un courrier, d'autant plus qu'elle a une formation littéraire et moi j'ai une formation d'ingénieur, il y a donc une bonne complémentarité des compétences, et puis elle a participé à certaines petites actions comme plier le journal et le mettre sous enveloppe avec des amis, quelques coups de main ponctuels, quoi.¹¹

Les femmes peuvent par ailleurs être amenées à prendre en charge des tâches qui relèvent du travail domestique, comme on peut le voir dans cet échange entre deux époux.

Mme : Je me suis moins impliquée que mon mari mais, en revanche, j'ai toujours dit oui quand il fallait. Par exemple, quand Christine Boutin est venue, je l'ai reçue à la maison, parce qu'il fallait, je suis prête à recevoir un conférencier à dîner à la maison, j'ai beaucoup fait ça.

M. : Mais pas organiser, quoi. Tu ne fais pas un travail d'organisatrice.

Mme : Non, moi c'est un peu la petite souris, en fait.¹²

Les femmes activement engagées, lorsqu'elles évoquent le soutien de leur mari, mentionnent plutôt que celui-ci va être plus présent à la maison pour qu'elles puissent consacrer du temps à l'association. L'aide du mari ne prend jamais la forme d'un travail domestique réalisé *pour* l'association, mais uniquement pour la famille. Les hommes peuvent également participer en donnant ces « coups de mains ponctuels » évoqués dans le premier extrait d'entretien, mais cela est relativement rare, notamment parce que les hommes ont tous une activité professionnelle. Ainsi, en pratique, très peu d'hommes « secondent » effectivement leur épouse et le rôle de « petite souris » échoit très largement aux femmes. Il faut cependant se garder de tirer des conclusions trop définitives car ce modèle, s'il est très fréquent, est loin d'épuiser la réalité des mouvements. Comme nous le verrons plus loin, certaines femmes, avec le soutien de leur époux, accèdent à des responsabilités importantes au sein des associations. Par ailleurs, cette forme de division des tâches au sein du couple n'est pas l'apanage des mouvements catholiques conservateurs, comme l'ont montré certaines recherches sur les organisations militantes¹³.

La division sexuelle du travail est très structurée au sein des associations. On peut tout d'abord l'observer à travers les possibilités d'accès à des postes à responsabilité. La présidence nationale des mouvements, en France comme au Portugal, a toujours été occupée par des hommes. On peut analyser ce phénomène comme résultat de ce « plafond de verre » qui limite l'ascension des femmes au sein des organisations. Cependant, on peut aussi y lire la réponse à un enjeu de définition de l'identité du mouvement : il s'agit de construire une image masculine du mouvement, à destination des pouvoirs publics, des médias et des adhérents

¹⁰ La spiritualité conjugale est une composante centrale de la pratique religieuse de ces couples intransigeants.

¹¹ Entretien avec un homme président d'une association locale, 42 ans, ancien officier du génie.

¹² Entretien avec un couple membre de l'association française, lui général à la retraite, elle femme au foyer.

¹³ Voir en particulier l'article d'Eric Belouet, « Le couple jociste » in *Chrétiens et ouvriers en France, 1937-1970*, Paris, Ed. de l'Atelier, 2001.

potentiels¹⁴. La construction de cette image doit permettre d'éviter que la défense de la famille soit assimilée à une activité féminine, une activité de « dame patronnesse », ce qui renverrait la question familiale du côté du social et non plus du politique. Il s'agit bien de durcir l'identité proprement politique, donc masculine, des associations. La comparaison France / Portugal permet de voir que cet enjeu identitaire devient moins pressant lorsque, du fait d'une histoire relativement longue, le mouvement est parvenu à se construire une image stabilisée. L'association française, active depuis plus d'un siècle, envisage aujourd'hui la possibilité d'élire une femme à sa tête. En revanche, dans le mouvement portugais, beaucoup plus récent, cette éventualité n'est pas à l'ordre du jour. Dans une phase de construction de sa position d'interlocuteur privilégié des pouvoirs publics sur les questions familiales, l'affirmation d'une identité masculine est déterminante.

Les femmes sont, de la même manière, sous-représentées dans les instances de direction nationale des deux associations. Elles sont en revanche beaucoup plus nombreuses à avoir des responsabilités au niveau local, là où l'impulsion politique est relativement limitée et où il s'agit surtout de mettre en place des services aux familles, ou d'organiser les actions décidées au niveau national. Cependant, la présence des hommes dans les instances de direction, même au niveau local, est explicitement souhaitée par de nombreux adhérents. Certains déplorent, en effet, l'image que peut renvoyer une action locale essentiellement féminine. L'accès des hommes aux postes à responsabilité est également vu comme un moyen d'impliquer les pères de famille, souvent très pris par leurs activités professionnelles, dans la vie de l'association. Ainsi, la moindre implication des hommes au niveau local, c'est-à-dire dans le travail quotidien d'organisation des activités, n'empêche pas, bien au contraire, leur sur-représentation dans les conseils d'administration.

Il n'existe, dans les deux associations, qu'une seule activité explicitement définie comme sexuée. Il s'agit de groupes de travail sur l'éducation des enfants, rassemblant des mères venant parler de leurs difficultés. Ces groupes sont amenés, au-delà du travail de formation des participantes, à produire une expertise sur les questions d'éducation donnant parfois lieu à la publication d'ouvrages. Le fait que cette activité soit explicitement destinée aux mères est justifié par leur disponibilité, les réunions ayant lieu en journée. Mais on doit bien y voir la manifestation d'un phénomène déjà observé sur d'autres terrains : les tâches pour lesquelles on reconnaît aux femmes une compétence particulière sont liées à l'expérience de la maternité¹⁵. Si cette activité est la seule qui soit explicitement sexuée, le principe de division sexuelle du travail militant n'en structure pas moins fortement la répartition des tâches dans les mouvements. Deux clivages opèrent fortement : un premier clivage entre la décision et l'exécution, un deuxième entre la « politique », au sens restrictif, et tout ce qui relève du privé au sens large. Ainsi, on constate que l'essentiel des décisions sont prises par des hommes, et exécutées par des femmes, ce qui traduit bien le rapport inégal dans la répartition des postes. Mais, au-delà de l'occupation de ces postes, l'essentiel du travail de réflexion politique, en particulier tout ce qui relève de la politique familiale, est effectué par des hommes. Les femmes, quant à elles, sont majoritairement renvoyées à des tâches pensées comme « féminines », c'est-à-dire relevant d'une extension de la sphère privée. Elles vont s'occuper tout particulièrement des services aux familles, organisant par exemple les bourses aux vêtements, et des tâches plus domestiques, comme la cuisine lors des moments conviviaux. Le clivage politique / privé opère parfois au sein d'un même type d'activité, comme on peut

¹⁴ Sur l'enjeu que constitue, pour les groupes militants, l'affirmation d'une identité sexuée, voir Einwohner, Rachel, « Gender, class and social movement outcomes », *Gender and Society*, vol. 13, n°1, 1999.

¹⁵ Sur l'entrée des femmes en politique, avant le droit de suffrage, au nom de leurs compétences techniques sur des questions sociales (assistance, hygiène, instruction publique), voir notamment Caveng, Rémy, « Les dames conseillères de 1936, une histoire de l'engagement politique féminin », in *Rien sans elles. De la parité en politique*, Nantes, l'Atalante, 2004.

l'observer au sein de l'association portugaise à propos de l'écriture des communiqués de presse. C'est un homme, président de l'association, qui rédige les communiqués à caractère politique, comme la réaction au vote d'une loi, mais c'est une femme qui prend en charge les communiqués à dimension plus poétique, à l'occasion de la fête des mères ou de Noël. Rien de très surprenant, donc, dans cette division sexuelle du travail militant qui a déjà été observée dans de nombreuses organisations. Cependant, malgré ce fonctionnement largement favorable aux hommes, on observe des trajectoires parfois fulgurantes de femmes qui traversent les frontières de la division sexuelle du travail et accèdent rapidement à des postes prestigieux. A quelles conditions ces trajectoires féminines sont-elles possibles ?

Conditions de possibilité de l'ascension des femmes dans les associations

Les associations étudiées connaissent, comme bien d'autres, un problème de recrutement de militants et le manque de forces vives au niveau local peut favoriser l'accès des femmes aux postes à responsabilité. C'est ainsi bien souvent faute de candidats que les femmes accèdent à la présidence d'une association locale. On observe alors un schéma récurrent : des femmes qui ne se seraient pas spontanément portées candidates deviennent présidentes après avoir été sollicitées et encouragées par les présidents sortants, dans un contexte de pénurie de « présidentiable ». Or, l'exercice d'une présidence locale, parce qu'il implique des contacts fréquents avec les instances de direction nationales, peut conduire rapidement à des responsabilités plus importantes. Certaines femmes deviennent ainsi, quelques années seulement après leur adhésion au mouvement, de véritables « cadres » de l'association, cumulant les mandats locaux et nationaux. Leur ascension rapide contraste fortement avec la difficulté que connaissent d'autres femmes à sortir des activités « féminines ». Un critère est alors déterminant : toutes les femmes accédant à des responsabilités importantes exercent ou ont exercé une activité professionnelle. Ce phénomène, extrêmement frappant pour le chercheur, est également relevé par les militants.

Je me rends compte que certaines de mes amies, qui nous aident aussi dans l'association, qui n'ont jamais travaillé, qui se sont mariées quelquefois à 20 ou 21 ans, ont un espèce de complexe de ne pas avoir été peut-être deux ou trois ans dans la vie active. On se rend compte, de quelques dimensions qui manquent, dans le sens d'ouverture sur ce qui se passe à l'extérieur. Alors que celles, quelquefois, qui se sont mariées aussi assez jeunes, mais qui ont travaillé, peut-être 2 ou 3 ans, et bien c'est une autre respiration, ça voit les choses très différemment, parce que le fait d'avoir plongé dans un métier, je pense que ça joue.¹⁶

Une partie de ces femmes s'est, par ailleurs, mariée plus tard que la moyenne¹⁷. Une expérience significative de l'autonomie, hors du mariage ou dans le monde professionnel, constituerait alors la clé permettant d'échapper aux « destins féminins » au sein des associations. Les entretiens avec les femmes ayant connu une promotion rapide révèlent d'ailleurs souvent des aspirations en partie contradictoires avec la figure de la femme catholique, mère de famille avant toute chose. D'une part, ces femmes n'hésitent pas à faire état de revendications d'autonomie au sein du couple et de la famille, même si celles-ci ne vont pas de soi et doivent être en partie réfrénées.

Ce qui est difficile, c'est que c'est plus gratifiant de s'occuper de choses extérieures que de s'occuper de sa maison. C'est terrible ! (rires). Ben oui, parce que, un conjoint, des enfants, ça fait rarement des compliments. Je crois que c'est assez masculin mais c'est comme ça, alors c'est vrai que c'est un peu

¹⁶ Entretien avec une responsable locale de l'association portugaise, 43 ans, ancien professeur.

¹⁷ Le mariage est une étape fondamentale dans la vie de ces hommes et femmes catholiques intransigeants. Conformément aux prescriptions de l'Eglise, il n'y a pas de période de concubinage avant le mariage, ni de divorce possible. Pour les femmes, il s'opère à ce moment un passage définitif d'un « état de femme » à un autre (Heinich, Nathalie, *Etats de femme : l'identité féminine dans la fiction occidentale*, Paris, Gallimard, 1996).

crucifiant, on va dire. Et, en même temps, on sait quand même que ce qu'on vit chez soi et la manière dont on éduque un enfant, c'est un investissement incalculable, donc il faut le faire. Mais il a fallu que je me fasse violence à un moment, en me disant "Bon allez stop, parce que si j'en fais trop par là...", enfin il a fallu que je l'identifie, que je me dise "Ben oui, c'est sûr, c'est plus gratifiant, parce que manifestement, quand je fais des trucs au niveau de l'association, on me dit que c'est bien, etc."¹⁸

D'autre part, elles envisagent beaucoup plus facilement que d'autres femmes la possibilité d'entrer en politique de manière plus professionnelle. Certaines sont d'ailleurs sollicitées, au niveau local, pour intégrer des équipes municipales. Mais ce qui correspond à une trajectoire classique d'entrée des femmes en politique¹⁹ – entrée au niveau local par les filières associatives – peut parfois leur sembler en deçà de leurs compétences et de leurs ambitions.

Je n'ai pas écarté l'idée de m'engager en politique, parce qu'il y a des passerelles directes, j'ai remarqué. Les politiques ont besoin des gens qui sont dans les associations, à la fois pour les idées et pour la réalisation des projets. Mais moi, je ne m'encombre pas d'un parcours comme quoi il faudrait, pour pouvoir être désigné comme candidat, être depuis longtemps dans le parti. Si un jour je suis sollicitée par un parti dans lequel je puisse retrouver l'essentiel de ce qui pour moi compte, pourquoi pas. Mais, par contre, je sais d'emblée qu'un mandat local ne m'intéresserait pas, pour moi ce serait vraiment exclusivement l'assemblée nationale. Donc, carrément, je vise haut. On verra si ça se présente un jour. C'est vrai que ça ne me déplairait pas, j'ai un grand-père qui a été député, donc...²⁰

On voit donc, à cet extrait d'entretien, que l'engagement dans des associations familiales ne condamne pas nécessairement les femmes à des carrières de second rang. Cependant, pour pouvoir espérer connaître les mêmes trajectoires que les hommes, les femmes doivent disposer à la fois d'un fort capital social et d'une légitimité professionnelle. Sans cela, l'ascension est presque impossible. La comparaison permet d'émettre une hypothèse supplémentaire. Dans l'association portugaise, créée il y a moins de 10 ans et qui n'a pas encore stabilisé ses modes d'actions, les femmes sont moins nombreuses à accéder à des positions de pouvoir que dans l'association française. Elles sont très majoritairement en retrait et cantonnées à des rôles de « secondes ». Cette mise à l'écart peut se comprendre au regard de l'enjeu que constitue l'affirmation d'une identité masculine, gage de crédibilité auprès des pouvoirs publics, mais aussi par la volonté de donner une légitimité sociale au mouvement. Ainsi, ce sont les membres dont les professions sont les plus prestigieuses qui sont promus, les femmes, comme les hommes « dominés » professionnellement, étant systématiquement renvoyés à des tâches d'exécution.

Enfin, même si certaines propriétés – activité professionnelle et expérience de l'autonomie – sont réunies, l'ascension des femmes dans la hiérarchie des associations n'est pas possible sans le soutien de leurs époux. Les femmes sollicitent l'accord de leur mari avant d'accepter de prendre des responsabilités – comme les maris sollicitent parfois l'accord de leur femme –, et ce d'autant plus que l'engagement associatif des femmes implique un réinvestissement des hommes dans la sphère domestique. Si cet accord leur est refusé, elles doivent le plus souvent renoncer à exercer des mandats. L'activité professionnelle de l'époux, ou ses autres engagements, peuvent également constituer un frein très puissant à l'ascension des femmes, comme le montre cet extrait d'entretien à propos d'une femme susceptible de devenir présidente d'un groupe local.

¹⁸ Entretien avec une femme présidente de fédération et membre du CA national, 45 ans, inspecteur des affaires sanitaires et sociales.

¹⁹ Sur les formes sexuées d'entrée en politique, voir Achin, Catherine et alii., *Sexe, genre et politique*, Paris, Economica, 2007.

²⁰ Entretien avec une femme présidente de fédération et membre du CA national, 45 ans, inspecteur des affaires sanitaires et sociales.

*Je vois quelqu'un pour me succéder à la présidence de l'association, une dame qui fait partie du bureau. Mais j'hésite un peu depuis que je sais que son mari est très très engagé dans le scoutisme et qu'en fait ce n'est pas lui qui fait le boulot, c'est elle... C'est elle qui fait tout le boulot administratif, alors je ne sais pas si elle sera disponible...*²¹

Les résultats de cette recherche confirment ce qui avait été montré par d'autres travaux : l'engagement dans des mouvements catholiques conservateurs a des effets parfois paradoxaux²². Les associations familiales catholiques, qui revendiquent pourtant un réinvestissement des mères dans la sphère domestique, constituent pour certaines femmes un espace d'entrée en politique. Il ne faut pas exagérer ce phénomène car, en l'état actuel des choses, la majorité des femmes y est encore cantonnée à un rôle subalterne et rares sont celles qui parviennent à s'affranchir des injonctions de rôle liées à leur sexe. Mais l'augmentation de l'activité féminine a pu, progressivement, subvertir à la marge la division sexuelle traditionnelle du travail militant.

²¹ Entretien avec une femme présidente d'une association locale, 59 ans, ancien professeur d'histoire géographie, au foyer depuis l'âge de 34 ans.

²² Della Sudda, Magali, *op. cit.*